

Montréal, le 7 septembre 2020 – Des représentantes du comité inter-associations pour la valorisation du travail invisible ont dévoilé ce matin une campagne sous le thème « Le travail invisible, ça compte! » marquée par la mise en ligne d'une plateforme web, travailinvisible.ca présentant un manifeste qu'individu·e·s et organisations sont invité·e·s à appuyer.

« L'Afeas revendique une meilleure reconnaissance du travail invisible depuis ses débuts en 1966 et réclame la mise sur pied d'une Journée nationale du travail invisible depuis maintenant 20 ans, explique Hélène Tremblay présidente de l'organisation à l'origine de l'initiative. C'est afin d'élargir le mouvement que nous avons mis sur pied, au printemps dernier, un comité inter-associations pour la valorisation du travail invisible rassemblant 11 organismes d'horizons divers ». L'organisme a également sollicité – au cours de la dernière année - l'appui de 86 groupes, député.e.s et municipalités.

« Le désir de voir le travail invisible reconnu à sa juste valeur est largement partagé au sein de la société civile en général et des groupes travaillant auprès des femmes en particulier, comme en témoigne la diversité des groupes membres du comité inter-associations », souligne Jeannine Messier, présidente des Agricultrices du Québec. C'est ainsi que les onze organisations ont pu, en quelques mois, produire un manifeste rassemblant définitions et revendications communes. Les organisations y demandent notamment l'inclusion de la valeur du travail invisible dans le calcul du PIB et de faire du premier mardi d'avril la Journée nationale du travail invisible.

Citoyen·ne·s et organismes sont invité·e·s à apporter leur appui au manifeste en ajoutant leur signature directement sur le site. Les signatures ainsi récoltées, de même que les lettres d'appuis, seront remises aux deux paliers de gouvernement au début de l'année 2021. « La non-reconnaissance et le manque de protection associées à l'exercice du travail invisible ont assez duré. La pandémie du coronavirus a fait ressortir le poids et les impacts de ce travail sur les femmes, au sein des familles comme dans les services essentiels. Il est temps de reconnaître et de valoriser cet apport essentiel à la société et de mettre en place de mesures sociales, économiques et fiscales conséquentes » conclut Laura Noyer du Collectif des femmes immigrantes du Québec.

*À propos du **Comité inter-associations pour la valorisation du travail invisible** - Les membres du comité sont les organisations et personnes suivantes : Association féminine d'éducation et d'action sociale (Afeas), Agricultrices du Québec (AQ), Camille Robert (historienne), Collectif des femmes immigrantes du Québec (CFIQ), Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT), FamillePointQuébec, Jeune chambre de commerce des femmes du Québec (JCCFQ), Nicole Demers (ex-députée de Laval – BQ), Oxfam-Québec, Regroupement des aidants naturels du Québec (RANQ), Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ), Réseau des Tables régionales de groupes de femmes du Québec (RTRGFQ), Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).*

Pour informations et demandes d'entrevues

Éliane Legault-Roy

Relationniste

Cell. : 514-692-4762

eliane@beteferoce.com